

ANNEXE AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LOIS ET DÉCRETS

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.journal-officiel.gouv.fr



Standard01.40.58.75.00
Annonces01.40.58.77.56
Accueil commercial....01.40.15.70.10
Abonnements.....01.40.15.67.77
(8 h 30 à 12 h 30)

Associations

Associations syndicales de propriétaires

Fondations d'entreprise

Fonds de dotation

Annonce n° 2089 - page 534

92 - Hauts-de-Seine

FONDATIONS D'ENTREPRISES

Modifications

FONDATION D'ENTREPRISE GROUPE OPTIC 2000.

Objet : dans un périmètre couvrant le champ des cinq sens du corps humain et en particulier ceux de la vision et de l'ouïe, promouvoir et/ou soutenir toutes manifestations ou initiatives participant à leur connaissance, celle des pathologies et des handicaps qui les affectent et des solutions ou améliorations qu'il est possible d'y apporter ; susciter et/ou soutenir toutes opérations destinées à développer les recherches scientifiques en vue d'améliorer le bien-être humain ; déceler les causes majeures des handicaps de la vision et déterminer les axes de contribution à la recherche pour apporter des solutions à ces handicaps ; développer les débats et les comportements citoyens, notamment autour de la solidarité, du développement durable et de l'action humanitaire ; participer à la prise de conscience des problématiques liées à l'usage par l'homme de ses cinq sens dans la vie quotidienne par tous moyens et notamment par l'organisation de colloques et autres manifestations

Ancien objet : soutenir les initiatives et la recherche pour l'amélioration des connaissances sur les problématiques et handicaps de la vision et de l'ouïe et des solutions à apporter à ces derniers.

Siège social : 5, avenue Newton, 92140 Clamart.

Autorisation administrative :

Date de création : 30 janvier 2009, autorisation délivrée par le préfet des Hauts-de-Seine.

Date de la modification des statuts : 18 novembre 2013, autorisation délivrée par le préfet des Hauts-de-Seine.

Date de prorogation : 18 novembre 2013, autorisation délivrée par le préfet des Hauts-de-Seine.